

## RELEXIONS COLLOQUE FONDATION MEMOIRES D'AVENIR. ESSAOUIRA 14 DECEMBRE 2019

Ces réflexions resituent les intentions de la rencontre d'Essaouira en rappelant deux paragraphes de l'argumentaire :

*Partout dans le Monde, ainsi qu'au Maroc, les rubriques des faits divers connaissent une croissance exponentielle de récits d'incivilités de toute nature : violence contre des pompiers venus éteindre un incendie, destruction gratuite d'un bus, non-respect des règles du code de la route, agression d'instituteurs, meurtres de nourrissons, cruauté envers les animaux, harcèlement et violences à caractère sexuel, bagarres sanglantes et meurtrières nées de motif futiles... Ces actes répétés d'incivilités semblent traduire un état d'exaspération permanent des individus à l'égard des autres, une intolérance sociale grandissante, une frustration permanente, et la perception de toute différence comme étant une agression insupportable*

L'esprit de Tioumliline pourrait-il contribuer à tracer d'autres voies pour mieux apprendre à vivre ensemble ?

*Le «Savoir-Faire» du vivre ensemble, apprendre à vivre avec l'Autre, est un apprentissage qui apparaît plus que jamais fondamental pour nos sociétés. Qu'en est-il désormais de ce «Savoir-Faire » du vivre ensemble qui semble avoir disparu dans nos sociétés ? Comment le réhabiliter ou, s'il a été rendu caduque, comment le réinventer ? Comment mettre en place, ensemble, des modalités renouvelées de la transmission au plus grand nombre de mécanismes opérationnels d'un savoir-faire du vivre ensemble, condition de l'épanouissement de la citoyenneté et de la pratique démocratique du débat contradictoire*

Au cours de la rencontre, les participants se sont interrogés sur ces questions mais, le plus souvent, en les replaçant dans des contextes très diversifiés. C'est, en fait, parce que les interrogations portaient d'un constat planétaire de la dégradation des rapports sociaux et que les réponses y apportaient des contributions disparates selon les perceptions du vécu de chacun. Si le mal-vivre était clair pour tous, le mieux-vivre ou le vivre-ensemble se définissaient mal sinon en regard d'un foisonnement de constats et d'une égale diversité des réponses pratiques.

En fait, ce que les débats ont montré, c'est que le constat du mal-vivre planétaire n'était ressenti et analysé que dans le cadre plus étroit d'une multiplicité de perceptions contextuelles. Le mieux vivre-ensemble est un objectif immense qui ne peut pas être contenu dans des pratiques comportementales ou dans des approches partagées de « développement personnel ». Si de telles voies peuvent aider à de meilleures compréhensions interindividuelles, elles ne peuvent pas dissimuler le fait que les rapports sociaux sont d'abord le produit d'un contexte social. Les questions posées dans le second paragraphe cité sont fondamentales. Mais les réponses ne peuvent pas être données par le seul apprentissage ou la communication des expériences. Elles s'inscrivent nécessairement dans le fait sociétal. Le mal-vivre en est le produit. On ne peut en modifier les fondements que dans des pratiques et des engagements qui puissent aider aux transformations du fait sociétal. On ne peut pas transformer les comportements et les attitudes négatives si l'on ne s'interroge pas d'abord sur

les insuffisances et les contraintes sociales qui en sont les causes. Il n'y a pas de réponse pour un mieux-vivre sans engagements pour soutenir des politiques de changement. L'esprit de Tioumliline a, à cet égard, apporté une leçon historique claire : si ses pratiques de rencontre ont donné, à l'époque, des élans nouveaux aux participants de ces rencontres, elles ont toujours eu pour arrière-plan, un engagement, même discret, pour la transformation du contexte social imposé par le Protectorat. Le mieux-vivre partagé était indissociable d'un engagement sociétal, en fait de nature politique

Il est vrai que de nombreuses expériences collectives et associatives montrent, au Maroc comme dans le reste du monde, que la liberté d'initiative est productrice de solidarité et que celle-ci témoigne de l'existence de fondements sains. Mais le recul pris pour en juger les effets montre, malheureusement, que cette liberté d'initiative est, en fait, très limitée. Elle ne peut pas s'exprimer au-delà de ce que le système social et politique dominant peut accepter sans se mettre en danger. De là tous les mécanismes pour piloter, par en haut, les initiatives collectives et associatives, en particulier en contrôlant le financement. L'Initiative pour le développement humain a certes bien posé les principes de la participation cruciale des acteurs. La pratique, cependant en a vu le contrôle par les administrations qui sont restées les maîtres du jeu dit « participatif ». Et cela est vrai pour tous les projets qui impliquent un financement transitant par les fonds publics ou par des assistances extérieures assujetties aux règles des administrations. Le recul montre que les plateformes de dialogue sont faussées et que la liberté de décision n'existe que selon des mécanismes top-down. La leçon sous-jacente reste néanmoins claire : les projets collectifs et associatifs sont à la base de tous les apprentissages sur le vivre ensemble. Le défi sociétal et politique est de leur donner les moyens d'exister par eux-mêmes.

Ce sont alors d'autres questions qui s'imposent aux réflexions sur le mieux-vivre : pour quelles raisons le mal-vivre est-il prééminent ? Quels sont les déficits, les contraintes sociales qui inhibent l'expression libre des individus ? Quels sont les mécanismes pervers qui freinent l'exercice démocratique des porteurs de projets et d'initiatives ? Pour réfléchir au mieux-vivre, il faut d'abord bien comprendre les raisons du mal-vivre. Il faut comprendre pourquoi les initiatives porteuses n'ont pas l'impact de transformation qu'elles pourraient avoir dans un contexte élargi de liberté d'initiative. Le long chemin est d'aider au réveil des consciences en s'interrogeant plus clairement sur les causes du mal social. Tout est bon pour aider à ce réveil. La re-vivification d'un esprit de Tioumliline n'en serait qu'une petite pierre. Mais rien n'est à négliger pour réapprendre à voir, comprendre et s'engager.

A la base des questionnements se pose celui du capital humain. L'intelligence des problèmes vécus, des contraintes et des améliorations éventuelles, dépend avant tout de l'esprit critique des acteurs. Or dans ce domaine, le déficit est extrême. La plus grande partie de la population marocaine est mal formée, ce qui classe le Maroc parmi les pays les moins avancés, malgré les sommes énormes investies dans l'éducation et les incessants projets de réforme du système éducatif. Le Maroc est un pays à deux vitesses, avec une élite dont les parents avaient les moyens de financer une solide éducation et une masse ignare, sans connaissances en sciences, en mathématiques, en histoire et sans notion de la réflexion critique. On rapporte que cette

politique fut voulue pour maintenir la masse dans la sujétion. Vrai ou faux, le résultat est là. Plusieurs générations ont été mal formées et celle qui vient ne l'est pas davantage.

L'incroyable connectivité qui s'est imposée au Maroc avec la diffusion des smart phones a donné l'illusion d'une ouverture sur le monde. En fait, elle a enfermé les individus dans un incessant échange sur le présent, sans référence au passé et encore moins sur l'avenir. Qui, dans la masse marocaine, se préoccupe des Objectifs 2030 de Développement Durable ? Qui se soucie d'un Nouveau modèle de Développement ? Qui s'inquiète des défis majeurs posés par l'inéluctabilité du changement climatique ? La vie quotidienne et son horizon sont dans le smart phone.

Le réveil des consciences passe par une réforme radicale du système d'éducation. Il lui faut un électrochoc. Le réveil consiste à en parler sérieusement, à bien analyser les insuffisances, à imaginer des moyens massifs, y compris avec une assistance pédagogique extérieure, pour créer une rupture. La valorisation du capital humain, y compris le sauvetage de tout ce que l'on peut parmi les mal formés, est la première clé de l'emploi et de la compétitivité. C'est la seule alternative aux rêves d'émigration. On est cependant encore loin d'une valorisation du capital humain aussi longtemps que la société n'aura pas transformé sa perception du rapport entre hommes et femmes.

Bien sûr, la réforme radicale du système éducatif ne serait pas suffisante si elle n'était aussi accompagnée de réflexions sérieuses sur le projet de société, sur ses champs possibles de développement, sur son adaptation au changement climatique. De telles projections incombent à un gouvernement responsable. Jusqu'à maintenant, aucun gouvernement n'a été à la hauteur et la démocratie, assumée par une population mal formée et sans esprit critique, n'y a encore apporté aucune réponse.

Ces réflexions pourraient continuer tant le champ des interrogations est vaste. Mais il faut s'en tenir aux messages essentiels, ceux en particulier qui s'adressent à un réveil des consciences. C'est là que l'initiative de Tioumliline a sa place, même si elle n'est qu'un apport circonscrit dans un océan de besoins d'analyses critiques.